

Unité départementale du Littoral
DREAL Hauts de France
Rue du Pont de Pierre - CS 60036
59820 Gravelines Cedex

Gravelines, le 11/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CVO Centre de valorisation organique

perthuis de la marine
BP5530
59640 Petite Synthe

Références : -

Code AIOT : 0007003091

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2025 dans l'établissement CVO Centre de valorisation organique implanté 1010 Rue A Carrel 59640 Dunkerque. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée de façon inopinée et a porté sur la disponibilité et la vérification des moyens de détection et d'extinction incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CVO Centre de valorisation organique
- 1010 Rue A Carrel 59640 Dunkerque

- Code AIOT : 0007003091
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Communauté Urbaine de Dunkerque est autorisée par arrêté préfectoral du 22 mars 2002 à exploiter un Centre de Valorisation Organique (CVO) situé dans la Zone Industrielle de Petite-Synthe.

Par courrier du 28 décembre 2020, la Communauté Urbaine de Dunkerque a transmis à Monsieur le Préfet du Nord un porter à connaissance concernant l'arrêt des activités de compostage et la mise en place de lignes de tri-transit des déchets provenant de la collecte Multiflux (collecte sélective et d'ordures ménagères).

Le site a stoppé l'activité de compostage de boue de STEP et de déchets verts. Seuls subsistent le transit et le broyage des déchets verts provenant de la CUD. Les broyats sont envoyés vers des installations de compostage indépendantes. Les robots de tri des déchets issus de la collecte Multiflux sont installés dans l'ancienne halle d'affinage et de stockage du compost.

La cessation partielle d'activité a été validée par une inspection du 15 décembre 2021.

Par courrier du 23 août 2024, la Communauté Urbaine de Dunkerque a transmis à Monsieur le Préfet du Nord un porter à connaissance concernant la construction d'un centre de tri qui sera situé sur l'emplacement du bâtiment du CVO. La construction du nouveau bâtiment se fait en 2 phases. Actuellement, le bâtiment du CVO a été en partie déconstruit et seule subsiste l'ancienne halle d'affinage et de stockage du compost qui abrite, désormais, les robots de tri et la zone de transit et de broyage des déchets verts située dans le bâtiment du CVE.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 22/03/2002, article 17.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 22/03/2002, article 17.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 22/03/2002, article 17.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mesures de protection contre	Arrêté Préfectoral du 22/03/2002, article 16.1.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	l'incendie		
2	Mesures de protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/03/2002, article 16.1.3	Sans objet
3	Moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 22/03/2002, article 17.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux constats réalisés, il est proposé à la signature de Monsieur le Préfet du Nord, un arrêté de mise en demeure concernant la remise en état des matériels de lutte contre l'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures de protection contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2002, article 16.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Prescription contrôlée : Les exutoires de fumées et de chaleur sont à commande automatique et manuelle pour moitié. La commande manuelle des exutoires de fumées et de chaleur doit être facilement accessible depuis les issues de secours. La fiabilité des commandes d'ouverture doit être vérifiée au moins une fois par an.
Constats : L'ancienne halle de stockage du compost est maintenant occupée par les robots de tri des déchets provenant de la collecte multiflux. Dans une partie de la halle sont stockées, en vrac, au sol, les déchets avant tri. C'est la partie la plus chargée en termes de potentiel calorifique. L'autre partie accueille dans des bennes les sacs triés. Les bennes sont régulièrement évacuées et la charge calorifique est réduite dans cette zone. Lors de la visite de terrain, il a été constaté que la commande manuelle des exutoires de fumée située dans la partie de stockage des sacs avant tri portait la mention « Appareil inutilisable ». La fiabilité des exutoire est contrôlée chaque année. Le dernier rapport de visite SECURI PLUS FRANCE du 04/10/24 mentionne de nombreuses remarques concernant les exutoires de l'ancienne zone de compostage : plus de vérin, hors service, pas d'ouverture,... La non-conformité relative au mauvais état des exutoires de fumée est traitée au point de constat 6.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de procéder à la remise en état des exutoires de fumée du hall de tri des déchets de la collecte multiflux (Cf constat 6).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de protection contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2002, article 16.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Détection en cas d'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est pourvu d'un système de détection incendie.</p> <p>Ce système de détection comprend des bris de glace ainsi que des détecteurs automatiques de type optique dans les locaux à risque.</p> <p>La centrale d'alarme est installée en salle de commande.</p> <p>La répartition des détecteurs est la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 dans le laboratoire, • 2 en salle de commande, • 1 dans les archives, • 2 dans le local électrique, • 2 dans le local transformateur, • 1 dans le local électrique de la préparation, • 1 dans le local électrique de l'affinage. <p>Les indications de ces détecteurs sont reportées en salle de commande du CVO et l'alarme en salle de commande du Centre de Valorisation Energétique (CVE). Les détecteurs actionnent, dans tous les cas, un dispositif d'alarme sonore et visuel.</p> <p>Des contrôles périodiques doivent s'assurer du bon état de fonctionnement de l'ensemble du dispositif.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les locaux listés à l'article 16.1.3 n'existent plus.</p> <p>L'exploitant a installé une détection incendie par caméras thermiques dans le hangar de tri des déchets issus de la collecte de tri multiflux. La centrale a été contrôlée par CHUBB. Il y a un report des alarmes au niveau du CVE où il y a du personnel en permanence.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2002, article 17.1
Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs
Prescription contrôlée : Des extincteurs de type et de capacité appropriés en fonction des classes de feux définies par la norme NFS 60100 sont installés dans l'établissement en nombre suffisant (au moins un appareil pour 200 m ² ou fraction de 200 m ² . Les extincteurs sont judicieusement répartis à l'intérieur des locaux à proximité des dégagements, repérés, fixés (pour les portatifs), numérotés, visibles et toujours facilement accessibles.
Constats : Des extincteurs de type et de capacité appropriés sont répartis dans le hangar de tri des déchets issus de la collecte multiflux, ainsi dans le hall de broyage et de transit des déchets verts. Ils ont été contrôlés par SECURI PLUS FRANCE. Le rapport de vérification du 04/10/24 mentionne un extincteur à remplacer dans le hall de tri des déchets (sur 16 appareils) et 3 sur 8 à remplacer dans la zone déchets verts pour dangerosité. Dans cette zone très poussiéreuse, toutes les housses des extincteurs sont notées à remplacer. La non-conformité relative au mauvais état des extincteurs est traitée au constat n°6.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de procéder rapidement au remplacement des extincteurs défectueux (Cf constat n°6)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2002, article 17.2
Thème(s) : Risques accidentels, Robinets d'incendie armés
Prescription contrôlée : Des robinets d'incendie armés de 40 mm de diamètre nominal sont répartis dans l'établissement en quantité suffisante en fonction de leurs dimensions et sont situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Sont notamment présents : <ul style="list-style-type: none"> • 1 RIA dans la halle de préparation, • 3 RIA dans la halle de maturation, • 2 RIA dans la halle de stockage, • 3 RIA dans la halle de compostage intensif. S'ils sont placés dans des armoires ou coffrets, ceux-ci doivent être signalés et ne pas comporter de dispositifs de condamnation.

L'entretien doit être annuel et complet.
<p>Constats :</p> <p>Dans la partie encore existante du CVO, il y a 4 RIA, tous situés à proximité d'une issue. Ils ne sont pas placés dans des coffrets. Lors de la visite de terrain, il a été constaté que le n°3 portait encore une étiquette 10/21.</p> <p>Pour la zone de broyage et transit des déchets verts, deux RIA ont été vus lors de la visite, les numéros 13 et 14. Le 13 portait une étiquette de vérification 2023 et le 14 était « Hors Service ».</p> <p>Les RIA ont été contrôlés par SECURI PLUS FRANCE le 04/10/24. Les RIA n°3, 13 et 14 n'apparaissent pas sur le rapport et semblent bien ne pas avoir été vérifiés. Pour le RIA n°4, l'organisme de contrôle a indiqué « Fuite diffuseur + bloqué ».</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de procéder au contrôle des RIA non vérifiés et à la remise en état de tous les robinets nécessitant une intervention.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2002, article 17.3
Thème(s) : Risques accidentels, Besoins en eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'un réseau d'eau public ou privé alimentant des bouches ou des poteaux d'incendie de 150mm de diamètre, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés.</p> <p>Ce réseau ainsi que la réserve éventuelle de l'établissement sont capables de fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> le débit nécessaire pour alimenter, dès le début de l'incendie, les RIA puis, le débit nécessaire pour alimenter, à raison de 120 m³/heure pendant 2 heures, en simultané, les 2 poteaux d'incendie. <p>Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptibles de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers.</p> <p>Ces différentes installations doivent être maintenues en bon état et accessibles en toute circonstance.</p>
Constats :

Les poteaux incendie sont alimentés par le réseau d'eau public, ainsi que les RIA.

Le site dispose de 2 poteaux incendie situés à chaque extrémité du CVO, les P1 et P3.

Les poteaux ont été contrôlés le 04/10/24 par SECURI PLUS FRANCE. Les débits sont de 69 et 129 m3/h. En observation, le rapport mentionne l'absence de marquage au sol. Toutefois, les débits non pas été vérifiés de manière simultanée sur les 2 poteaux afin de s'assurer que le débit total restait supérieur à 120 m3/h. **Ce contrôle doit être réalisé pour démontrer la conformité.**

Le 5 mai 2025, le SDIS a réalisé une surveillance opérationnelle des points d'eau incendie et a vérifié les poteaux du CVO. Les débits mesurés sont de 170 et 72 m3/h. Le poteau n°3 est néanmoins considéré comme étant indisponible, car en raison de travaux, des grilles en empêchent l'accès. Les grilles étaient encore présentes le jour de l'inspection. De plus, pour les 2 poteaux, le SDIS a noté, en remarque, l'absence de bordure peinte en jaune afin de matérialiser l'interdiction de stationner devant les PEI.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit rapidement dégager le poteau n°3 et réaliser un contrôle de débit en simultané.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2002, article 17.4

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification

Prescription contrôlée :

Tous les matériels de sécurité et de secours sont régulièrement entretenus pour être en état permanent de fonctionnement.

En outre, ils doivent être vérifiés au moins une fois par an.

Ces vérifications sont consignées sur un registre de sécurité tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées

Constats :

L'exploitant fait réaliser régulièrement les vérifications des dispositifs de détection et de lutte contre l'incendie.

Les rapports sont archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Un tableau de suivi des vérifications a été mis en place. Il mentionne la date du dernier contrôle et la date limite de réalisation du prochain.

Les matériels de sécurité et de secours ne sont, toutefois, pas régulièrement entretenus afin d'être maintenus dans un état permanent de fonctionnement.

Les dispositions prises afin de maintenir les équipements d'intervention en bon état sont insuffisantes et trop longues dans leur mise en œuvre.

Le rapport de contrôle SECURI PLUS FRANCE du 4 octobre 2024 fait état de nombreuses observations concernant les extincteurs, les RIA et le désenfumage qui ne font toujours pas l'objet d'actions de remise en état en mai 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est nécessaire que l'exploitant mette en place un suivi des observations figurant dans les rapports de vérification et se fixe des délais courts de remise en état.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois